

Critique Sociale

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

numéro 1 - octobre 2008

Actualité :

Crise du capitalisme, p. 1.

Le bouc-émissaire de l'immigration, p. 2.

L'école comme cible, p. 3.

Histoire :

Le léninisme et la révolution russe, p. 3.

Entretien de K. Marx avec J. Hamann, p. 10.

Théorie :

Les perspectives d'émancipation au 21^e siècle, p. 11.

Crise du capitalisme

Une grave crise financière est en cours depuis juillet 2007. Cette crise a connu un nouveau choc mi-septembre 2008, avec la faillite de la banque Lehman Brothers aux Etats-Unis. L'ampleur de la crise est très importante : en juillet 2007, le CAC 40 était au dessus de 6.000 points : il était en dessous de 4.000 le 29 septembre 2008, et en dessous de 3.200 le 10 octobre. Juste avant le début de la crise, en juillet 2007, le Dow Jones dépassait les 14.000 points : il était à 10.300 le 29 septembre 2008, et en dessous de 8.500 le 10 octobre.

Au-delà de ces chiffres qui concernent la « haute finance », la situation réelle des travailleurs dans le monde commence à s'en ressentir.

Il s'agit d'une crise du système capitaliste. La classe capitaliste voit son mode de domination fragilisé, voire remis en cause. Les dirigeants des Etats et des grandes entreprises, qui passent parfois de l'un à l'autre (par exemple Henry Paulson aux États-Unis, Christine Lagarde en France), autrement dit les classes dominantes, veulent conserver ce qui est pour eux l'essentiel : les privilèges qu'ils ont acquis, qui ne peuvent exister que par l'exploitation de la majorité. Autrement dit, les privilèges acquis par cette minorité n'existent que par l'exploitation des travailleurs, sous la forme du système du salariat.

Si pour conserver « l'essentiel », le type actuel de capitalisme doit être légèrement modifié - et ainsi délaissée sa forme antérieure - il est fort possible que les Etats et les capitalistes n'hésitent pas. Il est aussi possible que vu l'ampleur de la crise actuelle, ils n'aient tout simplement pas le choix. De toute façon, l'Etat ne peut pas, au fond, leur faire peur : c'est un instrument de classe, au service de la classe dirigeante ; des nationalisations, partielles ou non, ne remettent pas en cause le capitalisme lui-même.

Quelles que soient les « réformes » appliquées au capitalisme, cela n'empêchera pas une nouvelle crise de se produire, avec de nouveau des conséquences délétères pour les travailleurs.

Il faut remarquer que pour les grands patrons, les conséquences sont bien moins graves que pour les travailleurs, leurs moyens d'existence n'étant pas en danger. On ne voit certes pas les mythiques suicides

de la crise de 1929 se reproduire : la « chute » des grands patrons est même souvent agréablement amortie par les « parachutes dorés », de généreux bonus de plusieurs millions de dollars.

Le capitalisme fonctionne de la façon suivante : quand les « affaires » rapportent, le profit est empoché par la petite minorité qui participe à ces jeux financiers. Mais si ces « affaires » ne marchent plus, toute la société doit venir à leur aide. De plus, pour compenser les effets de la crise, les capitalistes s'en prennent aux droits sociaux et aux salaires. C'est pourquoi les crises comme celle-ci touchent durement les salariés. La réponse doit être nette : **ce n'est pas notre crise, nous n'avons pas à en payer les conséquences !**

Cette réponse commence à être portée par des travailleurs mobilisés dans le monde : manifestations devant la bourse à New-York, grèves et manifestations contre les licenciements et pour des augmentations de salaires dans plusieurs pays, etc. On a ainsi pu lire sur une banderole au cours de la manifestation à Marseille le 7 octobre : « *La seule façon de moraliser le capitalisme, c'est d'y mettre fin* ».

En effet, face aux discours de propagande qui prétendent opposer un « bon capitalisme » à un « mauvais capitalisme » qui serait celui qui vient de montrer son échec, il faut rappeler que toutes les formes de capitalisme reposent sur l'exploitation et l'aliénation des travailleurs. De plus, toutes les formes de capitalisme sont instables. Ainsi, toute « réponse » à la crise qui consisterait à réformer le capitalisme ne pourrait pas empêcher de nouvelles crises. Il faut être clair : il y aura des crises tant que le capitalisme existera, donc jusqu'à l'abolition définitive du travail salarié.

La véritable réponse à la crise du capitalisme, c'est l'unité mondiale des travailleurs dans une mobilisation révolutionnaire, aboutissant au changement des rapports sociaux par l'abolition du capitalisme, des privilèges et de la division en classes sociales.

* * *

Le bouc-émissaire de l'immigration

Dans un monde où les capitaux peuvent librement traverser les frontières, des êtres humains doivent risquer leur vie quand ils essaient de faire de même. Des travailleurs migrants dans le monde entier sont pourchassés, humiliés, emprisonnés, et parfois tués.

Afin de dissimuler les causes réelles de la crise capitaliste, les travailleurs migrants sont décrits comme des criminels ou comme la cause des dysfonctionnements sociaux. Des gouvernements partout dans le monde ont passé des lois qui s'en prennent aux travailleurs migrants. A cause de la crise l'exploitation doit être accrue, ce qui passe par des attaques contre les droits des salariés. On voit ainsi appliqué ce vieux procédé : diviser les travailleurs, pour mieux régner.

Ce qu'il faut faire, c'est l'inverse : tous les travailleurs doivent s'unir, rejeter les frontières nationales, et s'affirmer en tant que classe travailleuse mondiale. « Les travailleurs n'ont pas de patrie » (Karl Marx dit), et une attaque contre un seul est une attaque contre tous !

Dans plusieurs pays, les travailleurs migrants mènent des grèves pour obtenir leur régularisation, pour obtenir le droit de s'organiser, pour conquérir les libertés démocratiques, de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. C'est par des grèves de masse unissant tous les travailleurs que les victoires peuvent être obtenues, que la conscience d'appartenance à la même classe sociale peut s'affirmer.

A l'encontre des politiques répressives menées par les différents gouvernements nationaux, il s'agit d'opposer la solidarité de tous les travailleurs. Il s'agit de construire un mouvement exigeant la liberté de mouvement pour tous, et un monde libéré de l'exploitation capitaliste.

C'est ainsi que l'on pourra arriver à un autre monde, basé sur l'égalité et la liberté pour toutes et tous. Un monde où : personne n'est clandestin, no one is illegal, ninguna persona es ilegal, geen mens is illegaal...

* * *

L'école comme cible

Les attaques contre le service public de l'Education nationale en France se sont accélérées à la rentrée 2008.

Les annonces de suppressions de postes, non seulement vont en volume toujours croissant, mais traduisent une orientation de classe plus globale qu'une simple réduction de la « masse salariale » de l'Etat. Le projet de loi de finances prévoit 13.500 suppressions de postes de la maternelle au lycée en 2009, après les 11.200 déjà subies à cette rentrée 2008. Pour le seul premier degré (maternelle et primaire) 6.000 postes vont être supprimés (malgré une hausse prévisionnelle de 16.000 élèves), dont 3.000 d'enseignants affectés à l'aide aux enfants en difficulté.

De nombreuses écoles primaires vont être regroupées dans des établissements publics d'enseignement primaire (E.P.E.P.), déjà « expérimentés » depuis 2007, avec comme objectif le transfert du maximum de compétences aux collectivités locales. L'école maternelle est plus que jamais sur la sellette, le ministre ayant déclaré devant la commission des finances du Sénat que le prochain recrutement à bac +5, imaginé pour supprimer la formation initiale, ne se justifierait plus pour encadrer des petits qui « font la sieste ».

Une loi votée cet été a instauré un dispositif anti-grève, avec obligation pour les enseignants de se déclarer individuellement grévistes 48 heures avant (malgré les préavis collectifs) et pour les mairies d'accueillir les élèves des grévistes (avec financement par réversion des salaires retenus des grévistes). De plus en plus caporalisés, les enseignants se voient même désormais refuser les informations syndicales sur le temps de service auxquelles ont droit pourtant tous les salariés. A la pointe du combat contre la réforme des retraites en 2003, les enseignants ont besoin d'être matés...

* * * * *

Le léninisme et la révolution russe

Pour le marxisme l'histoire doit être analysée et critiquée : c'est la « *conception matérialiste et critique* »¹ de l'histoire. Connaître l'histoire ne doit pas servir à répéter des formules ou des recettes, mais à comprendre les événements et à ne pas commettre les mêmes erreurs. Notre but est donc de comprendre l'action du léninisme dans la révolution russe, et ainsi d'approcher la nature pratique, réelle, de cette doctrine.

Contrairement aux léninistes, il ne s'agit pas pour nous de défendre tel courant ou telle personne, et déclarer que tout ce qu'il a fait et dit était juste et parfait. Un tel courant « parfait » n'existe pas dans la révolution russe, et certainement dans aucune révolution.

La prise du pouvoir d'octobre 1917

Le mythe répété religieusement est clair : en octobre 1917, les bolcheviks auraient fait une « révolution ». Encore plus fort, cette « révolution » d'octobre aurait été une « révolution socialiste », voire une « révolution marxiste » !

Il est donc nécessaire de rappeler ici une des bases du marxisme : le volontarisme politique ne peut pas se substituer à l'action consciente des masses elles-mêmes. L'action politique ne peut en aucun cas remplacer l'action sociale.

¹ Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, 1845-1846.

Ce qui a eu lieu en octobre 1917 en Russie, c'est une prise du pouvoir par un parti, le parti bolchevik. Lénine écrit en septembre 1917 au comité central bolchevik : « *les bolchéviks peuvent et doivent prendre en mains le pouvoir.* »² C'est franc : pour Lénine, c'est bien aux bolcheviks seuls de prendre le pouvoir. Juste après le coup bolchevik, Trotsky le dit sans ambiguïté : « *L'habitant dormait tranquillement et ne savait pas que, pendant ce temps, un pouvoir était remplacé par un autre.* »³ Aucun rapport, donc, avec une révolution populaire.

D'où vient alors la confusion ? D'abord la Russie était en révolution depuis février 1917, cette révolution ayant renversé le tsarisme, mais n'arrivant pas à se trouver un nouveau régime, bien que l'aspiration populaire soit clairement pour une véritable démocratie. Le « coup d'Etat d'octobre »⁴ n'a été qu'un des événements de la révolution russe, mais des décennies de propagande et de contre-vérités ont fait confondre ce putsch mené de nuit avec la révolution russe, qui est un événement bien plus vaste où les masses ont joué un rôle primordial.

Après octobre, le pouvoir est exercé par un « Conseil des commissaires » dirigé par Lénine (qui n'a jamais été membre d'un soviet), et en pratique encore plus par la petite direction bolchevique.

La pratique du pouvoir léniniste

L'échec des gouvernements provisoires de février à octobre 1917 a constitué le terreau du développement des bolcheviks. Mais il ne faudra que quelques semaines pour que les bolcheviks fassent sur plusieurs points les mêmes reniements que les gouvernements provisoires (les similitudes sont évidentes concernant le rétablissement de la peine de mort, ainsi que le renoncement à la Constituante).

La volte-face de Lénine est ainsi résumée par Boris Souvarine en 1935 : « *Après avoir demandé aux socialistes au pouvoir la liberté au nom de leurs principes, il la leur refusait au nom de sa tactique.* »⁵ Souvarine poursuit : « *Dans la mesure où ils théorisent la terreur, Lénine et Trotsky entrent en contradiction avec la pensée marxiste dont ils se croient les fidèles interprètes. Ils n'ont su que répondre quand on leur opposait Engels pour qui la terreur est "la domination de gens eux-mêmes terrorisés", faite de "cruautés inutiles commises pour se rassurer par des gens qui ont peur eux-mêmes". Opinion nullement fortuite confirmée par Marx* »⁶.

Rosa Luxemburg constate en septembre 1918 que le pouvoir bolchevik a fait « *preuve du mépris le plus glacial à l'égard de l'Assemblée constituante, du suffrage universel, de la liberté de la presse et de réunion, bref de tout l'appareil des libertés démocratiques fondamentales des masses populaires* »⁷. Cette politique des bolcheviks constitue l'inverse de ce qui est indispensable selon le marxisme, ce que rappelle Luxemburg quand elle en appelle à « *la vie politique active, libre, énergique, de larges masses populaires* »⁸, à « *la démocratie la plus large et la plus illimitée* »⁹, à « *une vie intensément active des masses dans une liberté politique illimitée* »¹⁰.

Moins d'un an après le coup d'Etat bolchevik, Rosa Luxemburg constate que « *sans l'action internationale de la révolution prolétarienne* », le régime russe doit « *inévitavelmente tomber dans un tourbillon de contradictions et d'erreurs* »¹¹, ce que l'histoire a amplement confirmé.

² Lénine, *Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir*, 12-14 septembre 1917, dans Lénine, *Œuvres*, Editions sociales, tome 26, 1958, p. 10 (souligné dans l'original).

³ Rapport de Trotsky du 25 octobre 1917, reproduit par Léon Trotsky en 1930 dans *Ma Vie*, chapitre 27 (« La nuit décisive »).

⁴ Pour reprendre l'expression employée par Rosa Luxemburg en septembre 1918 dans *La Révolution russe*. La formule « coup d'Etat d'octobre » n'est pas écrite au hasard, puisqu'elle revient à trois reprises dans ce texte assez court : *La Révolution russe*, dans Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ? (et autres textes politiques)*, Spartacus, 1997, pp. 155, 164 et 170.

⁵ Boris Souvarine, *Staline - Aperçu historique du bolchévisme*, Ivrea, 1992 (première publication : 1935), p. 191.

⁶ Idem, p. 225. Souligné par nous.

⁷ Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, op. cit., p. 165.

⁸ Idem, p. 174.

⁹ Idem, p. 179.

¹⁰ Idem, p. 180. Elle résume l'ensemble par un mot d'ordre clair : « *activité sociale des masses, liberté politique illimitée* » (Idem, p. 181).

¹¹ Idem, p. 154.

Luxemburg déplore « *les 200 victimes expiatoires de Moscou* », et « *la terreur et l'écrasement de la démocratie* »¹². Les 200 victimes dont il est question étaient 200 militants socialistes-révolutionnaires de gauche, qui avaient été exécutés à Moscou par le pouvoir bolchevik en juillet 1918. Rosa Luxemburg avait été très affectée par cette répression, comme en témoigne cet extrait de sa correspondance : « *règne au vrai tout autour de moi un climat de fin du monde. Peut-être sont-ce spécialement les 200 "exécutions d'otages" de Moscou que j'ai lues hier dans le journal, qui m'ont affectée de la sorte...* »¹³

Selon Luxemburg le pouvoir léniniste est « *un gouvernement de coterie - une dictature, il est vrai, non celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine* »¹⁴. Lénine se revendique lui-même de « l'exemple » du gouvernement jacobin, et en 1920 il reconnaît que le régime n'est dirigé que par quelques chefs bolcheviks : « *la plus authentique "oligarchie"* »¹⁵ selon ses propres mots.

Sur le plan économique, les bolcheviks mettent en place les méthodes d'exploitation capitaliste : « *salaires aux pièces* » et « *système Taylor* »¹⁶, notamment.

Le 29 avril 1918 Lénine déclare au comité exécutif central de Russie : « *Etablir à présent le capitalisme d'Etat, c'est appliquer le recensement et le contrôle qu'appliquaient les classes capitalistes.* »¹⁷ En mai 1918, Lénine confirme que son but est d'« *organiser la grande production à l'échelle de l'Etat, sur les bases du capitalisme d'Etat* » ! Il s'agit là d'un point central pour comprendre le léninisme : la mise en place dès 1918 du capitalisme d'Etat (perspective qui était auparavant unanimement condamnée par les marxistes, et qui était désormais revendiquée et appliquée par Lénine). Ce système économique sera par la suite appliqué par l'ensemble des régimes d'inspiration léniniste.

Dans le même article, Lénine ajoute : « *notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie* »¹⁸. Rosa Luxemburg n'eut pas connaissance de cet éloge par Lénine du système qu'elle avait tant combattu, qu'avaient durement subi des millions de prolétaires en Allemagne, et que maintenant un « marxiste » voulait... copier. Lénine a donc, effectivement, appliqué le système économique de la monarchie allemande, et l'a fait avec les méthodes de la monarchie allemande.

Au bout de trois ans, en avril 1921, Lénine persistait dans sa défense du capitalisme d'Etat : « *Puisque nous ne sommes pas encore en état de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, le capitalisme est, dans une certaine mesure, inévitable [...] aussi devons-nous l'utiliser (surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'Etat)* »¹⁹. Découvrant au printemps 1921, trois ans et demi après la prise du pouvoir, que le capitalisme est inévitable étant donné l'état de développement de la Russie, Lénine décide néanmoins de se maintenir comme chef d'un Etat capitaliste. Seule modification du système économique : la NEP, qui consiste en l'injection d'une dose de capitalisme privé au sein du capitalisme d'Etat, lequel reste malgré tout la base du mode de production de la Russie léniniste.

Le 28 mars 1922 à la tribune du congrès du parti bolchevik, il reconnaît encore que l'économie russe est un capitalisme d'Etat, et il déclare que « *le capitalisme d'Etat [...] c'est un capitalisme toléré par nous* », ajoutant : « *le capitalisme d'Etat est toléré par notre Etat prolétarien : or, l'Etat, c'est nous. Si nous nous y sommes mal pris, nous sommes les coupables, inutile d'en chercher d'autres !* ». Au delà de la formule absurde « *Etat prolétarien* », Lénine emprunte ici à Louis XIV sa conception de l'Etat (« *l'Etat, c'est*

¹² Idem, p. 170.

¹³ Rosa Luxemburg, lettre du 25 juillet 1918, dans : Rosa Luxemburg, *J'étais, je suis, je serai ! (correspondance 1914-1919)*, Maspero, 1977, p. 351.

¹⁴ Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, op. cit., p. 179.

¹⁵ Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, mai 1920, chapitre 6, dans Lénine, *Œuvres*, Editions sociales, tome 31, 1961, p. 42.

¹⁶ Lénine, *Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets*, *Pravda* n° 83, 28 avril 1918, *Œuvres*, tome 27, 1961, p. 268.

¹⁷ Lénine, *Intervention au comité exécutif central de Russie*, 29 avril 1918, *Œuvres*, tome 27, 1961, p. 305.

¹⁸ Lénine, *Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises*, *Pravda* n° 88-89-90, 9-11 mai 1918, *Œuvres*, tome 27, 1961, pp. 355-356 (souligné dans l'original).

¹⁹ Lénine, *L'Impôt en nature*, brochure éditée en mai 1921, *Œuvres*, tome 32, 1962, p. 373.

moi »), le souverain russe s'associant cependant la direction du parti bolchevik en un « *l'Etat, c'est nous* » qui pousse le reniement jusqu'au ridicule.

Enfin, Lénine affirme qu'il ne veut pas d'un « *débat sur la façon dont les professeurs allemands comprenaient le capitalisme d'Etat et dont nous le comprenons. Depuis lors, nous avons subi bien des épreuves et il n'y a absolument aucune raison de regarder en arrière* »²⁰. Et pour cause : un « regard en arrière » permettrait de s'apercevoir que les marxistes et les autres socialistes ont toujours rejeté le capitalisme d'Etat ; et les épreuves russes ne justifient en rien qu'au nom du « socialisme » soit menée une politique capitaliste.

Faire de nécessité vertu est une chose, déjà peu acceptable pour un marxiste, mais mentir de façon aussi nette pour couvrir ce retournement en est une autre, encore plus grave. C'est ce mensonge sur lequel est bâti la légende de l'« URSS socialiste » - alors que c'était en réalité l'inverse : l'URSS capitaliste d'Etat. En effet, les rapports de production y ont du début à la fin été basés sur le travail salarié, la forme marchandise, et le capital. Ces trois éléments sont décrits par Karl Marx dans *Le Capital* comme les trois bases du capitalisme.

Fin 1922 encore, Lénine affirme : « *l'instauration du capitalisme d'Etat dans notre pays n'est pas aussi rapide que nous le voudrions. [...] si le capital étranger ne participe pas au développement de notre économie on ne peut espérer la rétablir rapidement.* »²¹

Comme l'écrivit le marxologue Maximilien Rubel : « *En Russie, Lénine, son parti et la bureaucratie assumèrent le rôle dévolu partout ailleurs à la bourgeoisie [...] Cette économie prétendument socialiste n'est autre qu'une forme particulière du type de production et de distribution déjà décrit dans le troisième livre du Capital : le capitalisme directorial, variété du capitalisme privé surgie grâce à l'expropriation des petites entreprises et à leur absorption dans des oligopoles et monopoles.* »²².

L'exploitation du travail contraint étant restée la règle sous le régime léniniste, les travailleurs russes sont donc restés exploités de la même façon. La production était dirigée par la nouvelle classe dominante : la bureaucratie d'Etat (laquelle n'était pas plus élue que les possesseurs du capital en régime de capitalisme privé). Les privilégiés de cette classe dirigeante obtenaient leurs privilèges économiques par l'exploitation de la majorité, tout comme les autres classes capitalistes dans les autres formes d'économies capitalistes.

Déjà, en renonçant à la démocratie, les léninistes renonçaient de fait à toute tendance vers le socialisme. Lénine tenta en 1920 de justifier son « *pouvoir personnel* », par ces propos clairement opposés au marxisme : « *la volonté d'une classe est parfois réalisée par un dictateur, qui parfois fait à lui seul davantage et est souvent plus nécessaire.* »²³ Difficile d'être plus clair, et de renier encore plus la pensée de Marx.

Au niveau de l'appareil répressif d'Etat, la tchéka s'est développée dès les premiers mois du pouvoir léniniste, se comportant en continuatrice de l'okhrana (la tentaculaire police politique tsariste). Le schéma de la continuité du tsarisme par le régime léniniste est pour l'essentiel le même concernant les camps de prisonniers.

Avec la suppression de la liberté de la presse et de la démocratie politique (qui étaient des conquêtes de la révolution des masses de 1917), ainsi qu'avec le maintien de la répression, Lénine renie ses promesses antérieures. C'est cet ensemble de reniements que des générations de léninistes ont approuvé.

Le 30 décembre 1922, Lénine estime que l'appareil de l'Etat russe est « *emprunté au tsarisme* »²⁴, lucidité dont l'immense majorité de ses « disciples » seront incapables.

²⁰ Lénine, *Conclusions sur le rapport politique du CC du PC(b)R*, 28 mars 1922, *Œuvres*, tome 33, 1963, pp. 317-319. Dans le même discours, Lénine soutient Staline (p. 320) - lequel sera nommé secrétaire général du parti unique à l'issue de ce congrès.

²¹ Lénine, *A la colonie russe d'Amérique du nord*, 14 novembre 1922, *Œuvres*, tome 42, 1969, p. 451.

²² Maximilien Rubel, *Le Mythe d'octobre [The relationship of Bolchevism to Marxism]*, 1968], dans *Marx critique du marxisme*, Payot, 2000, pp. 177-178.

²³ Lénine, *Intervention au 9^e congrès bolchevik*, 31 mars 1920, *Œuvres*, tome 30, 1969, p. 489.

²⁴ Lénine, *La question des nationalités ou de l'"autonomie"*, 30 décembre 1922, *Œuvres*, tome 36, 1959, p. 619.

Concernant le soulèvement de Kronstadt de février-mars 1921, on se limitera ici à citer quelques éléments relevés par Boris Souvarine en 1935, soit avant que la controverse concernant Trotsky ne se déclenche²⁵ : « *Le mouvement de revendication des ouvriers et des marins, d'aspect absolument pacifique à l'origine, correspondait à l'agitation du prolétariat de Pétrograd excédé de privations, de déceptions et des brutalités de la "commissarocratie". [...] Si les matelots et les ouvriers de Cronstadt avaient ourdi un complot ou dressé un plan, ils eussent attendu le dégel qui rendrait leur forteresse imprenable et mettrait Pétrograd sous le tir de la flotte. Mais ils espéraient gain de cause par la seule puissance de leur droit et grâce à la solidarité de la Russie laborieuse. [...] ils se savaient les interprètes des doléances populaires. Leur candeur politique reste hors de doute comme leur fidélité à la révolution. Mais le lourd "appareil" du parti bolchéviste n'était déjà plus sensible à la pureté des meilleures intentions. [...] Par une sinistre ironie de l'histoire, la Commune de Cronstadt périt le 18 mars 1921, cinquantième anniversaire de la Commune de Paris.* »²⁶

Une pratique ossifiée en... « théorie »

D'un point de vue théorique, Lénine était inspiré par Plekhanov et Kautsky, bien plus que par Marx ou Engels. Il ne fut par ailleurs jamais lui-même un théoricien et, avant de devenir chef d'Etat, ne fut pas considéré comme tel. Il a fallu tout le pouvoir de persuasion de l'Etat qu'il dirigeait pour réussir à faire croire à un « Lénine théoricien » voire, plus absurde encore, à un « Lénine théoricien marxiste » !

Suivant Lénine, les principaux dirigeants bolcheviks (Trotsky, Zinoviev, Staline, Boukharine...) avaient des formules justifiant la situation politique et économique qu'ils menaient en Russie, cela au nom du « marxisme » - mentant ou se fourvoyant ainsi de façon grotesque. Le léninisme s'est souvent présenté comme étant « le marxisme », contribuant ainsi à recouvrir le marxisme de dogmatisme, de nombreux mythes, et d'innombrables déformations. En « remplaçant » le marxisme, le léninisme a ainsi participé à l'ignorance très répandue vis-à-vis du marxisme réel, aboutissant à la situation - qui perdure aujourd'hui encore - où le marxisme n'est le plus souvent « connu » qu'au travers de quelques formules vidées de leur sens, voire absentes des écrits de Marx.

Le léninisme appliquant la « realpolitik », les divers courants léninistes se sont nourris de cet opportunisme, allant jusqu'à croire que ce serait une qualité... « marxiste » ! Loin de la rigueur et de l'esprit critique marxiste, le léninisme fonctionne à base de sentences aussi définitives que fausses, de jugements aussi arrêtés qu'inexactes, d'argumentaires aussi pauvres qu'insultants.

La base du léninisme, ce « volontarisme politique » se substituant à la libre œuvre émancipatrice des masses, consiste dans une foi irrationnelle en un gouvernement « socialiste », naturellement dirigé par des léninistes, qui mènerait la transformation sociale. En vérité, un gouvernement « socialiste » ne permet en aucun cas un passage au socialisme. C'est seulement un mouvement populaire massif qui peut bouleverser les structures de la société, passant d'une société hiérarchique-capitaliste à une société démocratique-socialiste, par la victoire du champ social sur les champs économique et politique.

Ignorant cette réalité, on retrouve la même illusion d'un « gouvernement socialiste » chez Lénine comme chez Ebert en Allemagne à la même époque, et finalement la même trahison dans les deux cas (que cette trahison se fasse en conscience ou « malgré eux » étant une autre question).

Des bolcheviks contre le léninisme

Même chez les bolcheviks, dès le début nombreux sont ceux qui s'opposent à telle ou telle des fautes de Lénine : Victor Serge rappellera « *la lutte de Maxime Gorki contre la Terreur, l'insistance de Riazanov à réclamer l'abolition de la peine de mort, les efforts de Kaménev en vue de sauvegarder un minimum de liberté pour la pensée imprimée* »²⁷.

²⁵ La polémique concernant la responsabilité de Trotsky a été soulevée en 1937 par le révolutionnaire allemand Wendelin Thomas ; les articles de Trotsky sur la question datent de 1937 et de 1938. Trotsky est bel et bien impliqué dans la répression, même si la responsabilité est en fait partagée collectivement par les dirigeants bolcheviks.

²⁶ Boris Souvarine, *Staline - Aperçu historique du bolchévisme*, op. cit., pp. 248-249.

²⁷ Victor Serge, *Le Nouvel impérialisme russe* [1947], Spartacus, 1972, p. 40.

Par la suite, des courants, tendances ou fractions s'opposent encore à la conception léniniste ou à certains de ses aspects : les communistes de gauche de la revue *Le Communiste* au printemps 1918, l'Opposition Ouvrière à partir de 1919, le Groupe du Centralisme Démocratique (dit « déciste »), la Vérité Ouvrière, le Groupe Ouvrier de Miasnikov... Mais l'interdiction des tendances par le congrès bolchevik en mars 1921 empêche cette contestation de s'exprimer librement, et elle devient essentiellement clandestine²⁸.

Anton Ciliga, communiste yougoslave anti-stalinien arrêté en URSS en 1930, a côtoyé des militants bolcheviks emprisonnés appartenant aux différents courants d'opposition. Il explique notamment les positions du Groupe Ouvrier, qui « *entra en guerre dès le début contre les concepts léninistes de la "dictature du parti", et de l'organisation bureaucratique de la production* » ; pour ce Groupe, « *le socialisme ne peut être qu'une œuvre de libre création des travailleurs. Tandis que ce que l'on édifiait par la contrainte, en lui donnant le nom de socialisme, ne fut pour eux, dès le début, qu'un capitalisme bureaucratique d'Etat.* »²⁹. L'ouvrier « déciste » Procopénia estime que « *Lénine, à la fin de sa vie, persistait à se méfier des masses ouvrières* »³⁰. Ciliga estime pour sa part que « *dès l'instant où l'édifice ancien se fut écroulé et où Lénine prit le pouvoir, le divorce tragique commença entre lui et les masses* »³¹.

Les faits désavouent les deux mythes centraux concernant le léninisme, qui disent que ce serait un courant « marxiste » et « ouvrier ». En réalité, au sein même du parti bolchevik les très rares ouvriers associés à la direction s'opposèrent tous à Lénine (Chliapnikov, Sapronov, Loutovinov) ; de même concernant le seul véritable spécialiste de Marx parmi les bolcheviks : David Riazanov³².

Le léninisme après Lénine

La propagande mensongère menée par la presse de droite et d'extrême-droite, avec ses clichés anti-communistes et anti-marxistes, a contribué à légitimer le léninisme : de nombreux militants de gauche ont, en réaction, défendu le régime bolchevik, qui était dans ce cas attaqué pour des raisons absolument fausses, sur la base d'arguments fallacieux.

Plus tragique encore, la répression anti-communiste des dictatures d'extrême-droite, touchant tant les communistes réels que les staliniens, contribua à faire passer les différences fondamentales au second plan, amenant au fait que des dirigeants du Komintern sont devenus des victimes aux côtés de véritables tenants du marxisme et de la démocratie.

La guerre civile menée par les « blancs », en réduisant l'alternative politique à seulement tsarisme ou bolchevisme, a donné une légitimité aux bolcheviks comme opposition au régime d'avant février 1917 - faisant oublier que février aurait pu déboucher sur un autre résultat, plus conforme aux aspirations des masses (même s'il est évident que ce régime se serait également trouvé face à de nombreuses difficultés). En réalité dans les premières années du pouvoir léniniste, même au niveau des pouvoirs concurrents on trouve certes des tsaristes et des bolcheviks, mais aussi des groupes de paysans indépendants, ainsi que des gouvernements locaux mencheviks, socialistes-révolutionnaires, ou encore anarchistes. S'ajoutent à cela les SR de gauche, les bolcheviks oppositionnels, et les possibilités de coalitions (l'idée d'une coalition de tous les socialistes avait rencontré de nombreux avis favorables au cours du 2^e semestre 1917, mais elle fut rejetée par Lénine).

La direction léniniste de l'Etat russe n'est évidemment pas seule responsable de la stérilisation de la vie politique russe après octobre 1917, mais sa responsabilité ne saurait être minimisée.

Par la suite, on peut parler de divers léninismes : en fait essentiellement le trotskisme et le bordiguisme - le stalinisme, et son dérivé le maoïsme, bien que se revendiquant du léninisme, sont des courants

²⁸ Toutes les oppositions citées ici sont antérieures à l'opposition de Trotsky, et sont plus radicales.

²⁹ Anton Ciliga, *Lénine et la révolution*, Spartacus, 1947, p. 8.

³⁰ Idem, p. 9.

³¹ Idem, p. 13.

³² Tous furent arrêtés, puis assassinés par le pouvoir stalinien dans les années 1930 - sauf Loutovinov qui, désespéré, s'était suicidé en 1924.

décomposés et opportunistes qu'il est difficile de rattacher réellement au léninisme en tant que doctrine. Après Lénine, c'est officiellement au nom du « léninisme » que va être dirigée l'URSS, mais c'est en réalité le stalinisme qui va s'imposer.

L'étatisme intégral est instauré avec le premier plan quinquennal en 1928, et l'étatisation de l'agriculture en 1929 (qu'on trouve encore parfois désignée comme « collectivisation », qui était le terme utilisé par la désinformation stalinienne). L'exploitation salariale est systématisée dans les campagnes par les sovkhozes et kolkhozes, qui sont des systèmes d'étatisation de la paysannerie³³. A partir de 1935, la doctrine du stakhanovisme renforce encore l'exploitation des salariés.

Il est évident à partir de ces faits que la logique du stalinisme était de « *n'invoquer le socialisme que pour en illustrer l'antithèse.* »³⁴

Fernand Loriot écrivait en 1929 que pour « *les pseudos-communistes* » de l'IC et du PC, « *l'ennemi n'est plus, depuis longtemps, le capitaliste, c'est l'ouvrier syndiqué, c'est l'ouvrier communiste lui-même, s'ils ne sont pas stalinistes.* »³⁵

En 1936, l'écrivain André Gide rapporta ses observations sur l'URSS stalinienne. Il écrit notamment : « *Qu'il y ait divergence de l'idéal premier, voici qui ne peut être mis en doute.* » Observant en particulier la situation politique, il constate : « *Dictature, évidemment ; mais celle d'un homme, non plus celle des prolétaires unis, des Soviets. Il importe de ne point se leurrer, et force est de reconnaître tout net : ce n'est point là ce qu'on voulait. Un pas de plus et nous dirons même : c'est exactement ceci que l'on ne voulait pas.* » Ces observations faites, Gide conclut que « *Les erreurs particulières d'un pays ne peuvent suffire à compromettre la vérité d'une cause internationale, universelle. Le mensonge, fût-ce celui du silence, peut paraître opportun, et opportune la persévérance dans le mensonge, mais il fait à l'ennemi trop beau jeu, et la vérité, fût-elle douloureuse, ne peut blesser que pour guérir.* »³⁶

Au delà du stalinisme, qui constitue en quelque sorte la trahison d'une trahison, s'est également formé le trotskisme, comme continuation du léninisme. L'intervention de Trotsky au 13^e congrès bolchevik, en mai 1924, est révélatrice : « *Personne d'entre nous ne veut ni ne peut avoir raison contre son parti. En définitive, le parti a toujours raison* »³⁷. Le trotskisme a ainsi conservé telles quelles les tares du léninisme, alors que le stalinisme les a aggravées jusqu'à l'extrême, tout en ajoutant de nouveaux crimes, de nouvelles trahisons, et de nouveaux « emprunts » à la dictature tsariste.

Les léninistes sont essentiellement dans un rapport d'imitation par rapport à la révolution russe ; il faudrait selon eux prendre exemple sur ce qu'y ont fait les bolcheviks. Une perspective marxiste se doit au contraire d'analyser et de tirer toutes les leçons des multiples erreurs et renoncements du pouvoir léniniste, et ce dès les premières années.

Le léninisme est la théorie d'un parti « d'élite », auto-proclamé, qui cherche à prendre le pouvoir au nom de la classe salariée, et à sa place.

Marxisme ou léninisme : il s'agit là d'un choix décisif à faire, entre deux conceptions politiques très différentes.

Signalons quelques autres textes, non cités dans cet article :

Rosa Luxemburg : « Centralisme et démocratie » (1904) ; Alexandra Kollontaï : « L'Opposition Ouvrière » (1921) ; Rudolf Rocker : « Les Soviets trahis par les bolcheviks » (1921) ; Simon Zagorsky : « Où va la Russie ? »

³³ « *En réalité un kolkhoze est un organisme étatique qui tend à transformer les paysans en ouvriers agricoles accomplissant leur tâche par peur des sanctions pénales* » (Ida Mett, *Le Paysan russe dans la révolution et la post-révolution*, Spartacus, 1968, p. 49). Les kolkhoziens étaient donc, eux aussi, exploités par la classe bureaucratique d'Etat.

³⁴ Boris Souvarine, *Le Stalinisme*, Spartacus, 1972, p. 30.

³⁵ Fernand Loriot, *La Faillite de l'Internationale Communiste et l'indépendance du mouvement syndical* [15 novembre 1929], *La Révolution prolétarienne* n° 95, 1^{er} janvier 1930, p. 8.

³⁶ André Gide, *Retour de l'URSS*, Gallimard, 1936, pp. 17, 74, 76-77.

Retour de l'URSS et *Retouches à mon Retour de l'URSS* seront interdits en France par les nazis - c'est l'époque du pacte germano-soviétique. Sur la même liste de livres interdits et rien que pour Gallimard, on trouve entre autres : Sigmund Freud, HG Wells, Anton Ciliga, Daniel Guérin, Karl Marx... (cf *Album NRF*, 39^e album de La Pléiade, Gallimard, 2000, pp. 132-133).

³⁷ Cité par B. Souvarine, *Staline - Aperçu historique du bolchévisme*, pp. 315-316.

Vers le socialisme ou vers le capitalisme ? » (1928) ; Henri Dollet : « Vive l'unité ! Critique révolutionnaire de quelques idées fondamentales du léninisme » (1934) ; Anton Pannekoek : « Lénine en philosophe » (1938) ; Anton Ciliga : « Dix ans au pays du mensonge déconcertant » (1938) ; Leonard Schapiro : « Les Bolchéviques et l'Opposition (1917-1922) - du musellement des partis à l'interdiction des fractions dans le parti » (1955) ; Maurice Brinton : « Bolsheviks and Workers' Control, 1917-21 : The State and Counter-revolution » (1970) ; Claude Berger : « Marx, l'association, l'anti-Lénine - vers l'abolition du salariat » (1974) ; Socialisme Mondial : « Comment le capitalisme d'Etat est arrivé en Russie » et « Les Travailleurs en Russie » (1978) ; Rafael Clemente : « Lenin, padre del arribismo y del oportunismo » (2007).

Démocratie Communiste (Luxemburgiste), mars 2008.

* * *

Entretien de Karl Marx avec J. Hamann

Nous publions ci-après la traduction intégrale d'un article du syndicaliste de la métallurgie Johann Hamann, relatant un entretien avec Karl Marx. Ce texte, publié dans le *Volksstaat* n° 17 du 27 novembre 1869, rend compte d'une discussion entre Marx (de passage en Allemagne) et cinq syndicalistes, discussion qui eut lieu le 30 septembre 1869 à Hanovre.

La première publication en français, et à notre connaissance la seule jusqu'ici, se trouve dans la revue *La Révolution prolétarienne* n° 23, novembre 1926, pages 9-10. Nous la reproduisons telle quelle :

Les syndicats ne peuvent et ne doivent jamais dépendre d'une organisation politique ; c'est ce que nous prouve clairement la décadence actuelle de notre syndicat. C'est aussi l'opinion du plus grand économiste et écrivain de notre époque, le docteur Karl Marx, maître de Lassalle, qui se trouvait à Hanovre il y a peu de temps. Je n'ai pu m'abstenir de faire la connaissance personnelle de ce savant, et lui ai demandé une interview pour écouter ses conseils de grand investigateur social et son jugement sur les syndicats. Avec quatre amis, je me suis rendu chez lui, où notre entretien dura une heure et demie. Je n'en relève que les points principaux.

Ma première question au docteur Karl Marx était celle-ci : « Pour qu'ils soient capables de vivre, les syndicats doivent-ils dépendre d'une organisation politique ? »

Il m'a répondu : « Les syndicats ne doivent jamais être associés à un groupement politique ni dépendre de celui-ci ; autrement, ils ne rempliraient pas leur tâche et recevraient un coup mortel. Les syndicats sont les écoles du socialisme. Dans les syndicats, les ouvriers deviennent socialistes parce qu'ils y voient chaque jour, de leurs propres yeux, la lutte contre le capital. Les partis politiques, quels qu'ils soient, n'enthousiasment les masses travailleuses que passagèrement, pour quelques temps seulement, tandis que les syndicats les retiennent d'une façon durable, et ce sont eux seulement qui peuvent représenter un vrai parti ouvrier et opposer un rempart à la puissance du capital. La grande masse des travailleurs, sans distinction de parti, a reconnu que sa situation matérielle doit être améliorée. Si sa situation matérielle s'améliore, le travailleur peut se consacrer davantage à l'éducation de ses enfants ; sa femme et ses enfants n'ont plus besoin d'aller travailler à la fabrique ; lui-même peut exercer davantage son intelligence et prendre soin de son corps ; il devient ainsi, sans même s'en douter, socialiste. »

La deuxième question que je posai fut celle-ci : « Est-il utile que le syndicat possède son organe à lui ? » J'ai exposé que chaque mois nous lançons des circulaires pour faire connaître notre bilan et discuter tout ce qui intéresse particulièrement le syndicat. Cependant on nous reproche de différents côtés de montrer ainsi de la présomption et de l'amour-propre, voire de commettre un péché contre l'organisation, etc.

Voici ce que me répondit Karl Marx : « Je ne suis pas étonné d'entendre de telles choses. Mais vous ne devez pas prendre garde à ces phrases-là. C'est précisément dans l'organe syndical, qui constitue le moyen de liaison, qu'il faut discuter le pour et le contre ; c'est là qu'il est possible de

s'occuper des salaires payés dans les diverses régions, du louage de travail dans les diverses industries ; seulement cet organe ne doit jamais être la propriété d'une seule personne ; pour qu'il remplisse son rôle, il doit être la propriété de tous. Je n'ai pas besoin de vous le démontrer. Les raisons en sont si claires que chacun doit comprendre que c'est là une des conditions fondamentales de la prospérité des syndicats. »

Telle est l'opinion d'un homme généralement reconnu comme la plus haute autorité en matière d'économie politique. Si quelqu'un doutait de l'authenticité de ces paroles, il n'aurait qu'à s'adresser directement au docteur Karl Marx, Modena Villa, Maitland Park, Londres. Marx s'est déclaré prêt à les confirmer.

Enfin, il nous a conseillé en outre de ne jamais nous attacher à des personnes, mais uniquement à la cause. « - Que vous importe, a-t-il dit, Liebknecht, le docteur Schweitzer ou moi-même ? Ce qu'il y a de vrai, c'est la cause ! »

* * * * *

Les perspectives d'émancipation au 21^e siècle

Une analyse lucide, débarrassée des illusions qui ont souvent cours, montre que nous vivons dans une société mondiale injuste et violente. L'ordre économique qui règne partout dans le monde est basé sur le système du salariat, c'est-à-dire une organisation inégalitaire et dangereuse (plus de 2 millions de morts par an³⁸) d'un travail le plus souvent contraint.

Le salariat est en effet un des piliers du capitalisme, forme économique dont le règne est mondial, et qui modèle la société autour de ses valeurs intrinsèques : concurrence, compétition, précarité, salariat, exploitation. L'histoire a montré que, malgré des différences réelles, toutes les formes de capitalisme sont injustes, violentes, et instables.

Cette société est donc avant tout dominée par des inégalités d'une intensité incroyable. Corollaire du constat précédent, la société mondiale se caractérise également par la confiscation du pouvoir politique : soit par des dictatures personnelles ou d'un groupe très restreint, soit par une « dictature » constitutionnelle, où la liberté d'expression est pour l'essentiel garantie, mais où une classe sociale minoritaire détient la réalité du pouvoir, et où quelques dizaines de personnes (certains élus, d'autres non) en dirigent des millions d'autres - ce système étant, ironiquement, couramment appelé du nom de... « démocratie ».

Il ne faut évidemment pas négliger les avantages multiples et précieux de ce dernier système par rapport aux dictatures « complètes ». Aucune relativisation des différences fondamentales qui existent ne peut découler de cette analyse.

Notons cependant qu'il est parfois difficile de décider si on doit considérer tel ou tel régime comme un système « mi-dictatorial mi-démocratique », ou tout simplement comme un régime dictatorial. L'actuel régime de Vladimir Poutine est un bon exemple de la limite parfois ténue entre ce qui est abusivement appelé « démocratie », et ce qui est justement appelé dictature. Dans tous les cas, il est juste et indispensable de lutter dans la voie de la démocratisation des systèmes existants, et d'y défendre les éléments démocratiques - qui ont été conquis par des luttes.

Le manque de démocratie ne vient pas en premier lieu de la nature des « hommes de pouvoir », mais du fait même qu'il existe des « hommes de pouvoir », et donc des hommes et femmes sans pouvoir, le pouvoir des premiers s'exerçant sur les seconds. La nature des « hommes de pouvoir » a un impact bien réel, mais les structures existantes sont déjà un obstacle à une véritable démocratie. Le premier obstacle est l'existence même d'une division hiérarchique, la séparation entre dirigeants et dirigés, qui est contraire à la démocratie. Ensuite c'est la nature des institutions, lesquelles donnent par des élections tous les 4 ou 5 ans tout pouvoir à un groupe restreint, pour une durée déterminée. Enfin, la personnalité et le degré d'autoritarisme des individus exerçant le pouvoir a, évidemment, également son importance.

³⁸ Le Bureau International du Travail estime à 2.250.000 par an le nombre de morts du travail, cf communiqué de l'Organisation Internationale du Travail du 28 avril 2004 : http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Feature_stories/lang--fr/WCMS_075470/index.htm

La société est de plus gangrenée par des préjugés qui divisent encore plus les êtres humains. C'est le cas du sexisme et du racisme, qui instaurent des divisions voire des haines artificielles, construites socialement du fait des organisations sociales inégalitaires et aliénantes ayant existées jusqu'ici et existant encore aujourd'hui.

A l'inverse, tous les êtres humains pourraient et devraient être des citoyens du monde, pouvant construire un avenir débarrassé des frontières héritées des modes de domination qui doivent être dépassés.

De même, il est possible de remplacer le système du pouvoir exercé par une minorité, par un pouvoir social, une démocratie réelle : le pouvoir au peuple lui-même.

Malgré le refrain fataliste selon lequel toute amélioration globale serait impossible, des possibilités existent bel et bien pour une émancipation générale des êtres humains de la planète, permettant que le slogan révolutionnaire « *Liberté – Egalité – Fraternité* » devienne une réalité mondialement vécue.

Dès lors, une question s'impose : quelles sont les perspectives d'émancipation au 21^e siècle ? Il est évidemment impossible de répondre complètement à cette question, étant donné le cours changeant de l'Histoire. On peut cependant apporter des éléments de réponse.

Il importe pour cela de passer par un autre constat : l'héritage politique du 20^e siècle, qui a déçu de nombreux espoirs du 19^e siècle. Pour contribuer à améliorer en toute conscience l'avenir, il est indispensable de connaître et de comprendre le passé - et donc le présent.

La volonté d'émancipation n'est en effet pas nouvelle, et a en particulier aux 19^e et 20^e siècles été recherchée sous le nom de socialisme. Aujourd'hui, il arrive que le mot « socialisme » semble ne plus signifier grand chose, voire soit compris comme l'inverse de ce qu'il signifie.

Selon la définition de Karl Marx, le socialisme et/ou le communisme³⁹ consistent en ce que « *l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classes, fait place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous.* »⁴⁰ Force est de constater que la grande majorité des politiciens qui nous parlent de socialisme n'ont absolument pas cela en tête : le mot socialisme continue à être employé, mais de soit-disant « socialistes » nient dans leur pratique cette synthèse de Marx - tout en se prétendant parfois « disciples » de Marx !

Le terme est donc trop souvent compris par rapport aux trahisons commises sous le masque du « socialisme » (ou du « communisme »), et non par rapport au contenu réel de ce concept. Il s'agit là d'un fait regrettable, mais qui existe bel et bien et donc doit être pris en compte.

Mais dans l'héritage du 20^e siècle, il y a notamment le fait que l'étatisme - qui a parfois été fallacieusement assimilé au « socialisme » - a montré en pratique sa faillite, en particulier sous sa forme léniniste de capitalisme d'Etat, et sous sa forme « sociale-démocrate » de gestion du capitalisme traditionnel (capitalisme de marché) - sans même parler des régimes ouvertement conservateurs. La réfutation historique s'ajoute ainsi à la réfutation théorique, pourtant évidente ; citons par exemple Maximilien Rubel : « *Je ne vois pas dans le socialisme une entreprise de planification et de nationalisation étatiques ; j'y vois même le contraire du socialisme.* »⁴¹.

Ainsi, il faut prendre acte qu'au sein du mouvement ouvrier du 20^e siècle, des tendances décomposées sont apparues, s'inspirant de contenus extérieurs au socialisme et au communisme, et même opposés à ceux-ci. Ces courants ont conduit à se tirer une balle dans le pied, voire à lutter très exactement contre ses propres intérêts (voir le cas extrême du stalinisme, ennemi en son essence même du mouvement ouvrier). Par exemple, l'internationalisme, une des bases indispensables du socialisme, a souvent été vidé de son sens réel, qui est l'objectif concret d'un monde sans patrie ni frontières.

³⁹ La séparation de contenu entre ces deux termes est postérieure à la mort de Marx. Selon les textes, les deux termes sont employés par lui indifféremment.

⁴⁰ Karl Marx, *Manifeste communiste*, 1848 (dans Karl Marx, *Philosophie*, Gallimard, 1994, p. 426).

⁴¹ Maximilien Rubel, lettre à Boris Souvarine du 15 avril 1960 - souligné dans l'original.

Pour ce qui est des méthodes, les illusions qui ont été celles de certains « socialistes », sur les « coups de mains » et les « minorités agissantes », appartiennent pour l'essentiel au passé, même s'il en reste malheureusement des séquelles au sein de certains courants se revendiquant abusivement du socialisme. Les actions de ces courants n'ont fait et ne font que prouver, à contrario de leurs pratiques, la validité du principe selon lequel « *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». La transformation socialiste de la société ne peut pas trouver de « raccourci », et n'a - au sein de la société hiérarchique-capitaliste telle qu'elle est - pas d'autre alternative que le recours à un processus révolutionnaire de démocratisation et de conquête de l'égalité, processus impliquant nécessairement l'investissement conscient et actif de la majorité de la population.

Enfin, l'expérience a montré le caractère éminemment nocif de la logique d'appareil, qui amène à la bureaucratisation. Quand les conditions d'existence d'une personne dépendent du poste qu'il peut occuper (de permanent, d'élu...), c'est-à-dire qu'une position obtenue par la politique lui garantit ses conditions de vie, alors tout est vicié d'avance - quelles que soient par ailleurs les qualités initiales de ceux qui parviennent à ces postes (même s'il est exact que « le pouvoir attire les corruptibles »). C'est donc un devoir révolutionnaire que de lutter contre les organisations hiérarchiques, contre les directions qui décident à la place des militants, contre l'existence de permanents salariés, contre tous les « chefs » qui, s'il en existe, tendent à se substituer tôt ou tard au mouvement réel. C'est un devoir permanent d'éliminer toute tendance à la bureaucratisation, d'éviter que l'activité politique amène des privilèges, que des structures (politiques ou syndicales, notamment) créées à l'origine pour l'intérêt commun, ne deviennent des appareils luttant d'abord et avant tout, voire exclusivement, pour leur propre survie et développement.

La démocratie doit être respectée le plus scrupuleusement possible au sein des structures de lutte, elle doit être un objectif permanent au sein du mouvement émancipateur, et surtout être un objectif pour l'ensemble de la société. La démocratie reste un projet d'avenir, puisque « *nous n'avons jamais rien connu qui ressemble même de loin à une démocratie* »⁴².

Ne pas céder à l'« ultra-centralisme » est une nécessité. Une centralisation des informations est indispensable, mais pas forcément une centralisation des décisions. Les organisations luttant pour l'émancipation doivent être constituées d'égaux, ce qui implique un effort permanent de formation, et une habitude de libre débat et d'élaboration collective.

Une grande souplesse doit permettre de s'adapter aux différentes circonstances, et de respecter les opinions divergentes, sans pour autant renoncer aux principes fondamentaux qui doivent guider l'action globale.

Voici ce qu'écrivait Karl Marx en 1864 : « *Considérant : que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous des droits et des devoirs égaux et anéantir la domination de toute classe* »⁴³. C'est une base qui peut encore inspirer les mobilisations pour la transformation du monde.

Le mouvement émancipateur, devant prendre en compte l'ensemble des exigences émancipatrices (en premier lieu démocratiques, anti-capitalistes, anti-sexistes, libertaires, égalitaires), doit être un vaste regroupement prenant conscience de sa visée universelle, des exigences que cela entraîne en terme d'objectifs comme de moyens. Le but est d'éliminer toutes violences : sociales, économiques et physiques - violences qui se recourent souvent.

Un processus révolutionnaire démocratique et social au niveau mondial est actuellement indispensable pour obtenir la conquête de la démocratie réelle, et un changement radical de l'organisation économique et sociale. Ce processus ne peut atteindre ses buts que s'il est mené comme création collective, où

⁴² Simone Weil, *Note sur la suppression générale des partis politiques*, Flammarion, 2006, p. 33.

⁴³ *Déclaration pour la présentation des statuts de l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864, texte rédigé par Karl Marx et adopté par le conseil général de l'AIT.

spontanéité et conscience se complètent, où théorie et lutte pratique forment un ensemble cohérent qui avance de concert.

Les moyens pour parvenir à une société libérée sont, en effet, ceux d'un mouvement social émancipateur majoritaire ayant conscience de la nature de la société actuelle et de ses limites. Pour accomplir cette transformation du monde, il est nécessaire d'arriver à passer outre les préjugés et présupposés de l'idéologie dominante, qui sont solidement implantés. L'organisation actuelle du monde se fait passer comme évidente et indépassable, ce qui est mensonger dans les deux cas ; mais cela contribue à faire apparaître comme impossible des améliorations importantes par une transformation des structures mêmes de la société. Face à cette propagande qui vise à perpétuer le système actuel, ses privilèges et ses inégalités, « *il faut comprendre pour agir, et naturellement, agir pour comprendre* »⁴⁴. La conscience permet de renforcer l'action, et c'est dans l'action que la conscience peut se développer pleinement.

Pour ce qui est du changement de mode de production, l'abolition du capitalisme est un processus qui devra passer notamment par la socialisation, l'appropriation collective (et non étatique) des grands moyens de production. Cette fin de la dictature économique, inhérente au capitalisme et à tout système économique hiérarchique, est un des éléments fondamentaux permettant d'arriver à la réalisation effective de la démocratie.

Une révolution sociale émancipatrice, qui pourrait se produire au 21^e siècle (ou plus tard si les évolutions et les événements nous sont défavorables), correspond à un processus long d'abolition des rapports de production capitaliste : travail contraint, fonctionnement hiérarchique, inégalités sociales.

Il s'agit évidemment de s'en prendre au système, et certainement pas aux personnes. Les moyens de transformation sociale doivent être en cohérence permanente avec les objectifs recherchés. La formule « *la fin justifie les moyens* » ne sert qu'à camoufler la trahison du but final (que cette trahison soit consciente ou non) : cette formule doit donc être rejetée et combattue.

Pour réussir, un processus de démocratisation et d'auto-émancipation de la société mondiale devra faire preuve de suffisamment de créativité et d'invention collectives pour permettre l'abolition de l'argent, des marchandises, et des classes sociales.

L'égalité, qui n'est certainement pas l'uniformité, entraînera forcément pour l'actuelle minorité privilégiée une baisse du « train de vie », mais aussi et surtout la fin d'une position aliénante (en devenant égaux - et non plus exploités comme actuellement, même quand ils sont dénués de volonté d'exploiter). A cette exception près, le mouvement émancipateur se doit d'adopter comme règle permanente que tout changement, toute modification soit, pour tous et pour chacun, au moins équivalente, et bien sûr si possible amélioratrice - et ce quelles que soient les circonstances.

Ce résultat laisserait ouvert un vaste champ de possibles différents, ayant comme socle une société mondiale libre, égalitaire et fraternelle. En effet, ce dépassement de l'ère hiérarchique-capitaliste permettrait à différentes formes successives de société d'exister et de s'épanouir, leur base commune étant qu'elles seraient formées d'individus émancipés, libres et égaux.

Cette auto-émancipation permettrait d'aller vers la « pacification de l'existence » dont parlait Herbert Marcuse : « *"Pacification de l'existence", cela veut dire que les besoins, les désirs, les aspirations ne sont plus régents par des intérêts privés, visant à dominer et à perpétuer les formes destructives du combat de l'homme avec la nature.* »⁴⁵

La satisfaction des besoins élémentaires pour tous est en effet un objectif souhaitable et réalisable à terme, mais qui nécessite de bouleverser les structures de la société.

Les seules illusions en l'espèce sont de croire :

- soit que l'organisation actuelle de la société peut se perpétuer éternellement ;
- soit que la satisfaction des besoins élémentaires pour tous est possible au sein du carcan capitaliste ;

⁴⁴ Eugène Varlin, *Pratique militante et écrits d'un ouvrier communard*, L'Harmattan, 2002.

⁴⁵ Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, éditions de Minuit, 1968, p. 41.

- soit qu'il suffirait d'une action de quelques uns (ou dirigée par quelques uns), ou d'un « bon » gouvernement, pour atteindre les objectifs d'émancipation.

Ces illusions sont très répandues, et découlent toutes des présupposés de l'idéologie dominante, tout comme elles contribuent en fait à maintenir la domination de cette idéologie de la classe dominante⁴⁶.

Les perspectives d'émancipation sont donc conditionnées par le mouvement réel de lutte contre l'ordre établi. Or, les mobilisations, le mouvement émancipateur présent dans la société, est déjà plus qu'uniquement défensif : on peut citer les exemples du féminisme (tout récemment a été conquis le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse au Portugal), ou de la lutte contre la discrimination homophobe. Mais le chemin à parcourir reste immense : les disparités sont criantes suivant les régions du monde et les différents régimes existants, et des régressions se produisent régulièrement. Face à cela, la défense des acquis doit être accompagnée de l'objectif clairement affiché d'aller vers l'égalité réelle, en droit et en fait.

Par exemple, au sein des entreprises multinationales, les salariés sont devant la nécessité d'organiser des grèves et manifestations concertées dans les différents pays, des actions simultanées dans toutes les entreprises et si possible chez les sous-traitants. C'est ce qu'ont fait les salariés d'Airbus en mars 2007 dans plusieurs pays européens, pour empêcher un vaste plan de licenciements.

Le succès, cependant, dépend du recours à des moyens d'action adaptés dans le cadre d'un rapport de force difficile ; un des principaux de ces moyens étant la grève reconductible des travailleurs (ce qui n'a malheureusement pas été le cas chez Airbus). Seule la construction internationale d'une mobilisation déterminée, pleinement menée par les travailleurs eux-mêmes, peut empêcher les régressions et revendiquer efficacement une harmonisation par le haut de la situation des salariés des divers pays concernés.

Les partisans d'un socialisme authentique se doivent de contribuer en permanence aux mouvements de résistance contre les reculs, et de lutte pour l'émancipation. La théorie socialiste doit impérativement se débarrasser des contrefaçons, et des éléments conservateurs voire réactionnaires qui se sont appelés fallacieusement « socialisme ». Ce n'est ni à un parti, ni à une « avant-garde », ni à quelques chefs de diriger le mouvement. *« C'est la masse elle-même qui doit être mûre pour faire face à toutes les éventualités politiques, c'est elle qui doit déterminer elle-même ses actions et ne pas attendre qu'au "moment donné" le chef d'orchestre, tout là-haut, lui donne le signal »*⁴⁷. La place des socialistes est au sein du mouvement émancipateur comme partie prenante, les socialistes donnant comme tous les autres leur avis et apportant leur contribution sans arrière-pensée ni « tactique ».

Sans attendre cette période de transformation historique, les socialistes doivent retrouver leur fonction de critique sociale, critique de toutes les oppressions et de toutes les inégalités, ainsi que contribuer à l'effort de compréhension des causes structurelles des problèmes quotidiens, à l'analyse des luttes, et à l'Histoire du mouvement émancipateur dans sa diversité.

Une autre tâche des socialistes consiste à faire connaître et à analyser les dégâts environnementaux causés par le développement du capitalisme, et à proposer des alternatives écologiques et durables. Un exemple parmi d'autres est celui des transports. A la place de transports individuels coûteux pour l'utilisateur et coûteux en énergie, ainsi que polluants, il serait bien plus rationnel de développer de véritables services publics gratuits de transport, pluralistes (trains, tramways, métros, bus à carburant non-polluant, vélos...), desservant largement les territoires. C'est une solution socialement juste, écologique, efficace, plus agréable (permettant par exemple d'éviter le bruit des voitures et les odeurs de pots d'échappement dans les villes), et qui permet d'éviter de terribles gaspillages d'énergie.

⁴⁶ « A toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes » - Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, 1845-1846 (dans Karl Marx, *Philosophie*, Gallimard, 1994, p. 338).

⁴⁷ Rosa Luxemburg, *Usure ou combat ?*, article dans *Die Neue Zeit*, 1910 (traduction en français dans *Socialisme la voie occidentale*, Puf, 1983, p. 96).

Mais il faut avoir conscience que cette solution implique de s'en prendre aux institutions du pétrole et de la voiture, qui sont deux fondements de premier plan de l'économie capitaliste depuis des décennies - ce qui explique pourquoi cette solution est écartée.

Cette contribution des socialistes à la fonction de critique sociale doit se faire en alchimie avec le mouvement d'ensemble, elle doit s'adresser largement vers l'extérieur - il ne s'agit pas de se contenter de débats « internes ».

Le travail intellectuel de critique ne peut efficacement se concevoir que comme complémentaire, et surtout étroitement lié, au travail quotidien de critique du réel, qui se mène dans les diverses mobilisations contre les conséquences de l'organisation hiérarchique et capitaliste de la société.

C'est en retrouvant cette fonction critique, et en étant pleinement partie prenante d'un mouvement mondial d'auto-émancipation qu'il faut contribuer à développer et à unifier, que les socialistes révolutionnaires peuvent être utiles à la lutte pratique, au mouvement réel quotidien.

Il n'est pas utopique de dire que le 21^e siècle peut voir le point de départ d'une telle révolution auto-émancipatrice - qui ne peut être que mondiale ou échouer.

Un des points primordiaux qui doit donc être mis en avant, c'est qu'il est nécessaire de dépasser concrètement dans les mobilisations le cadre des Etats, pour contribuer à la liaison effective entre les luttes dans les différents pays, pour confirmer dans l'action qu'il s'agit en fait d'une lutte commune, qui est malheureusement trop souvent fractionnée. Informer des situations sociales et des luttes menées partout dans le monde est indispensable pour arriver à la coordination de la lutte de classe menée mondialement.

Enfin, il nous faut connaître l'histoire des luttes, des divers mouvements et changements sociaux, afin de ne pas répéter les mêmes erreurs, et de tirer les enseignements des expériences passées. Un des éléments utiles dans ce but consiste en ce que le mouvement émancipateur se doit de connaître et d'intégrer les apports des bases réelles du socialisme, en prenant en compte et en tirant les leçons de près de deux siècles d'Histoire du monde, pour arriver à l'émancipation effective, à une communauté humaine mondiale.

Pour y parvenir, la seule boussole valable, c'est l'esprit critique constant.

Critique Sociale n° 1, octobre 2008

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le capitalisme et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Pour s'abonner à ce bulletin, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroups.fr

*Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity /
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität /
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlőség - Osszetartás*